



Nice : la fidélité à droite avant tout ?

Stéphane Cadiou et Marie-Ange Grégory

Dossier : Présidentielle 2017. Les votes des grandes villes au microscope

Alors que les Alpes-Maritimes constituent l'un des départements les plus solidement acquis à la droite gouvernementale, la capitale azurée apparaît comme un fief quasiment imprenable. Le premier tour de la présidentielle dessine pourtant un paysage politique plus contrasté : au centre de surenchères et de convoitises, Nice est aussi le lieu de recomposition des droites.

Les élections présidentielles de 2017 ne semblent pas avoir échappé au constat d'ancrage à droite du sud-est de la France. François Fillon réalise dans les Alpes-Maritimes son troisième meilleur score départemental (27,4 % des suffrages exprimés) après la Sarthe (29,1 %), le département dont il est originaire, et les Hauts-de-Seine (28,6 %), le département le plus riche de France. À Nice, le candidat LR vire également en tête avec 26,1 %, soit 6 points de plus que son résultat à l'échelle nationale. Parmi les 20 plus grandes villes françaises, c'est dans cette cité qu'il obtient son résultat le plus élevé après Paris. À l'évidence, Nice a encore manifesté un « penchant droitiste », confirmant l'identité politique « conservatrice » que lui ont reconnue des commentateurs de la vie politique locale (Barelli 1991 ; Basso 2006). Le candidat des Républicains avait d'ailleurs choyé ce fief traditionnel au cours de sa campagne en y organisant deux de ses meetings, le 11 janvier puis le 17 avril, quelques jours avant le premier tour. Il avait également intégré dans son équipe de campagne le président du conseil départemental, Éric Ciotti, et le maire de Cannes, David Lisnard. Cet ancrage de la droite dans le territoire maralpin a pourtant été sérieusement écorné lors du scrutin présidentiel.

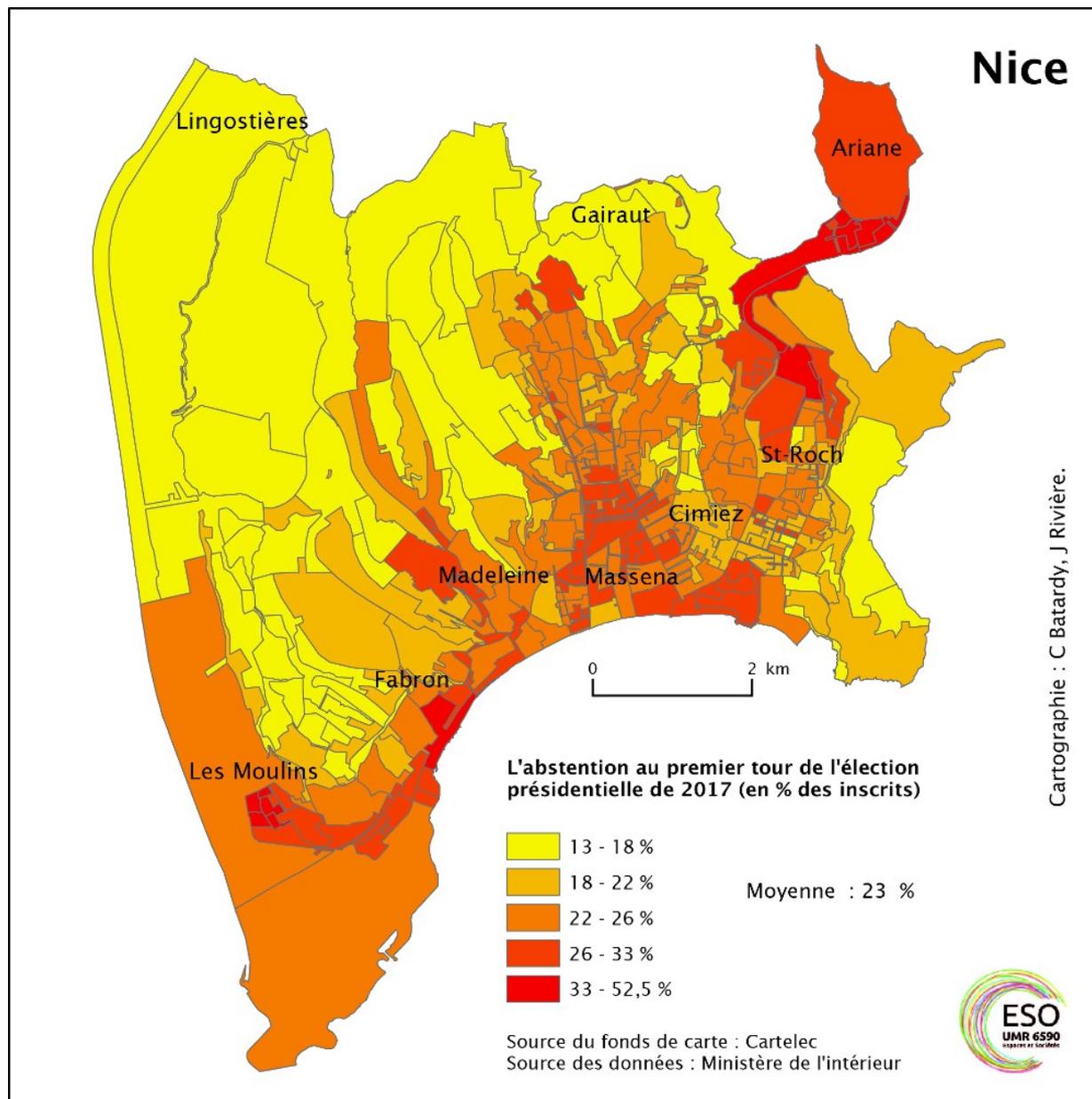
Une domination érodée ?

Malgré l'existence de quartiers populaires, où le Parti communiste a été historiquement implanté¹, Nice est très largement contrôlée par la droite parlementaire. Elle est devenue depuis 2008 le fief de Christian Estrosi après avoir longtemps été celui de la famille Médecin, sous le règne de laquelle de nombreuses élites locales se sont formées politiquement. En sus de la municipalité, aucune circonscription législative ni aucun canton ne font défaut à la droite depuis 2015. Elle est, au demeurant, le siège de l'une des fédérations des Républicains les plus importantes, avec environ 12 000 adhérents revendiqués. F. Fillon avait ici devancé ses concurrents au premier tour de la primaire de la droite et du centre. Dans un contexte de participation (carte 1) stable (76,3 %) par rapport au précédent scrutin présidentiel (77,8 %), il pouvait légitimement

¹ Jusqu'au début des années 1980, la vie politique niçoise est marquée par la prédominance du PCF. Durant près d'un demi-siècle, du Front populaire à la fin des années 1970, le député communiste Virgile Barel a incarné la figure tutélaire azurée d'une gauche contestataire et populaire.

espérer s'appuyer, à Nice, sur un solide capital électoral. Il n'en a pas moins dû éprouver son érosion ou en partager le bénéfice.

Carte 1. L'abstention à l'échelle des bureaux de vote niçois



Son total de voix est très lié statistiquement² avec le vote en faveur de Nicolas Sarkozy en 2012 (le coefficient de corrélation r est de 0,91) et, dans une moindre mesure, avec le vote Bayrou ($r = 0,61$). Mais si les géographies sont identiques, F. Fillon est loin d'avoir atteint les scores de N. Sarkozy puisqu'il a perdu plus de 14 500 voix par rapport à 2012. Il se hisse en tête dans cinq

² Les valeurs du coefficient de corrélation r de Pearson varient toujours entre -1 et $+1$. La première information est donnée par le signe de la corrélation. Lorsque r est positif, le vote a tendance à s'élever quand la proportion d'une catégorie dans la population (par exemple, les « 18-24 ans ») augmente. À l'inverse, quand r est négatif, le pourcentage de ce vote diminue quand la part de cette catégorie dans la population augmente. La seconde information est fournie par la valeur du coefficient. Quand cette valeur tend vers -1 ou $+1$, cela signifie que la relation statistique entre l'abstention et la catégorie sociale dont on teste les effets est très intense. Par contre, quand la valeur de r est proche de 0, on peut en conclure qu'il n'existe pas de relation entre l'abstention et cette catégorie sociale. Enfin, on peut tester la significativité de la corrélation afin d'en évaluer la robustesse statistique. Toutes les corrélations figurant en gras dans l'annexe 2 sont significatives avec une marge d'erreur inférieure à 1 % ; c'est sur elles que repose le travail d'interprétation proposé dans cet article.

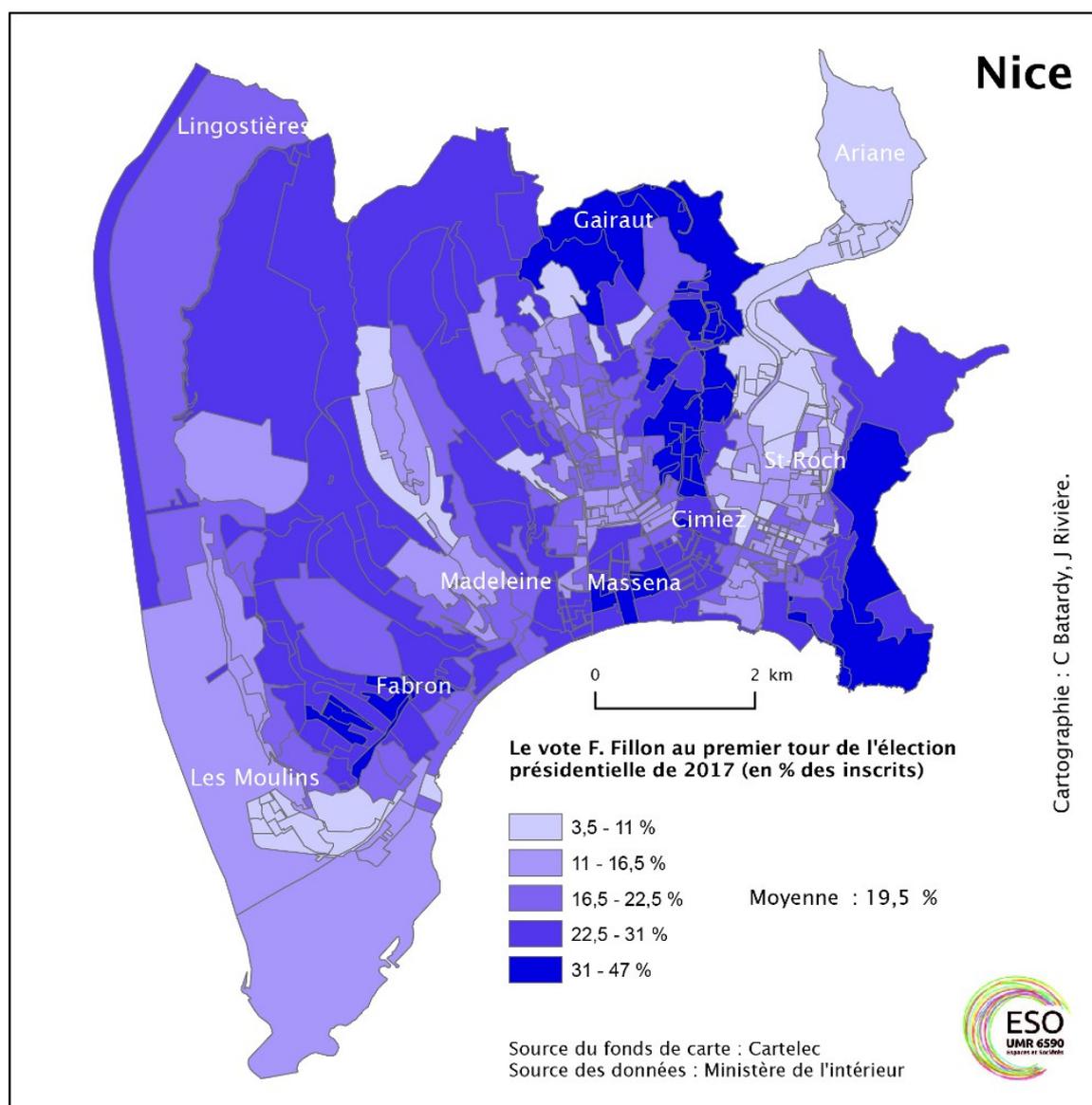
cantons sur neuf de la ville, quand son prédécesseur l'emportait dans la quasi-totalité – 13 sur 14 – des cantons en 2012. F. Fillon est même relégué en quatrième position dans deux cantons populaires à l'est (Nice-7 et Nice-8). À l'évidence, sa candidature a reposé sur un socle traditionnel aux bases devenues plus fragiles et plus fuyantes.

Tableau 1. Nombre de voix des candidats de droite à Nice

	Nombre de voix	Suffrages exprimés	% des exprimés	% des inscrits
Nicolas Sarkozy (2007)	71 269	170 361	41,8	33,9
Nicolas Sarkozy (2012)	56 988	164 446	34,6	26,5
François Fillon (2017)	42 190	161 672	26,1	19,5

Sur le plan géographique, elle a certes bénéficié d'un soutien quasi indéfectible (avec parfois des bureaux à plus de 50 % des suffrages exprimés) de quartiers privilégiés du nord (comme ceux de Gairaut, Cimiez), de l'extrême est (Maeterlinck, Col de Villefranche) ou de l'hypercentre autour de Masséna (carte 2).

Carte 2. Le vote pour François Fillon à l'échelle des bureaux de vote niçois

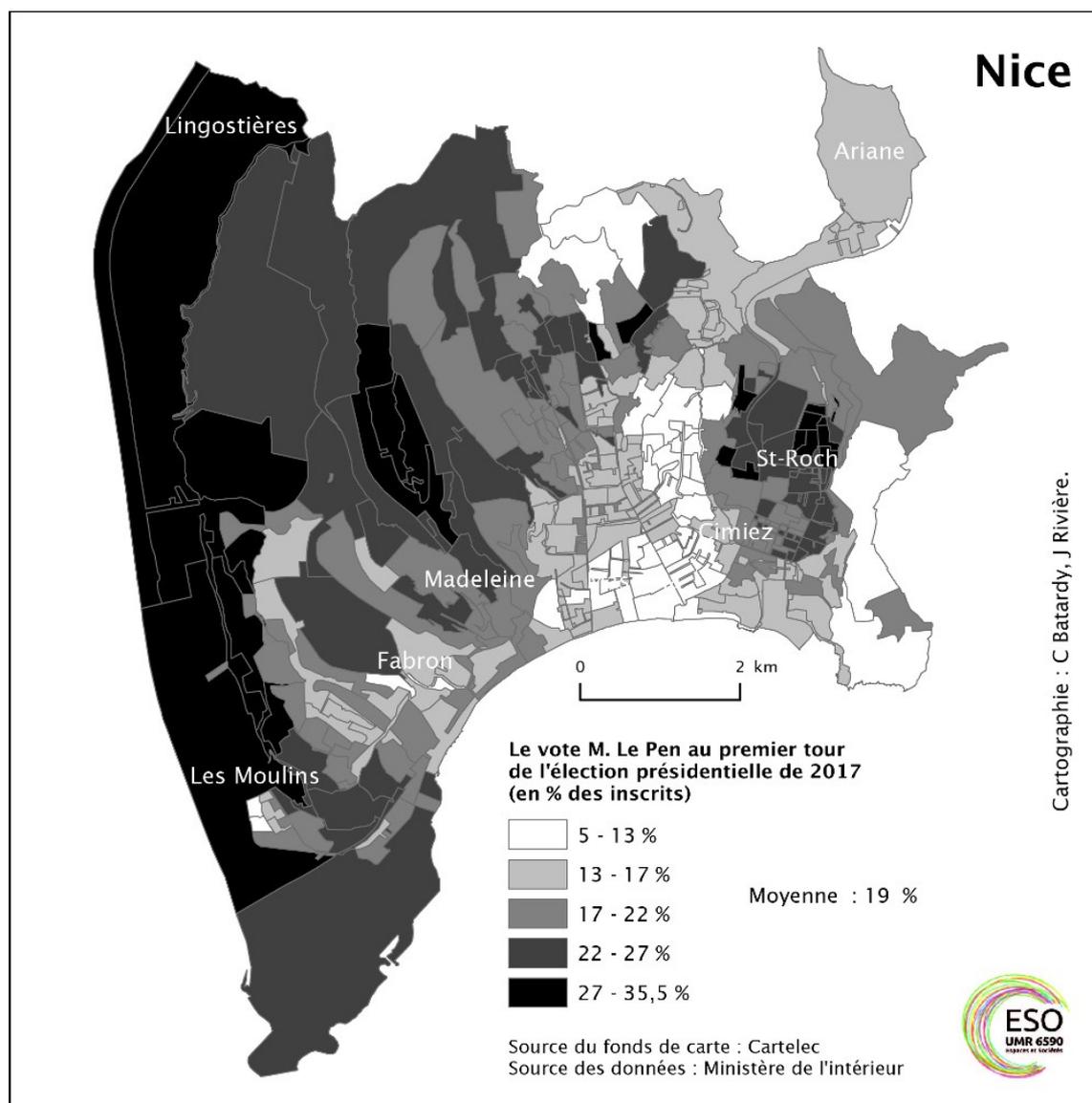


Mais elle a subi d'importantes pertes de voix par rapport à 2012 dans de très nombreux bureaux de vote distribués sur l'ensemble la ville, qu'il s'agisse de quartiers populaires de l'ouest ou de la vallée du Paillon (comme ceux des Moulins, de l'Ariane ou de Pasteur) ou de quartiers mélangés et plus centraux (comme le Port ou Borrighione), où le différentiel est souvent de plus de 10 points. En résumé, la candidature de F. Fillon a été, à Nice, moins performante pour mobiliser l'électorat plutôt enclin à voter à droite, sans parvenir à mordre sur d'autres électeurs (la relation statistique est, à cet égard, négative avec presque tous les autres votes exprimés en 2012).

Le leadership de la droite disputé

Le leadership sur la ville a en fait été âprement disputé lors de ce scrutin présidentiel, en premier lieu par Marine Le Pen. Arrivée en tête dans 108 communes sur 163 dans les Alpes-Maritimes (principalement dans l'arrière-pays), la candidate du Front national a gagné à Nice 3 000 voix par rapport à 2012 pour talonner F. Fillon (avec 25,2 % des suffrages exprimés et 18,9 % des inscrits). Ce résultat confirme l'ancrage niçois de l'extrême droite déjà éprouvé lors des élections régionales de 2015, même si le FN n'est toujours pas parvenu à conquérir de mandats locaux autres que municipaux. Dans les bureaux de votes, la géographie des voix obtenues par M. Le Pen (carte 3) est fortement corrélée avec celle observée en 2012 ($r = 0,89$).

Carte 3. Le vote pour Marine Le Pen à l'échelle des bureaux de vote niçois



La candidate du FN a obtenu ses meilleurs scores dans des quartiers d'habitat social ou à leur immédiate proximité (comme aux Moulins et à l'Ariane, où elle est néanmoins fortement concurrencée par Jean-Luc Mélenchon, souvent en tête). Elle est également bien implantée dans des quartiers péri-centraux peuplés traditionnellement de classes populaires et petites-moyennes (comme Saint-Roch à l'est de la ville ou la Madeleine) ou dans des espaces périphériques peu denses (Lingostière). À l'échelle de la ville, son score n'est inférieur à 10 % des suffrages exprimés que dans un seul bureau de vote. Il est lié statistiquement avec les franges stables de la population salariée ($r = 0,63$) et, parmi tous les candidats, il est celui le plus corrélé avec la catégorie des employés.

Une telle assise résonne avec une dynamique récente de recomposition locale de l'extrême droite. Souffrant traditionnellement à Nice d'un déficit de ressources organisationnelles, le FN a en effet intégré dans les Alpes-Maritimes, à l'occasion du précédent scrutin régional, un leader de droite solidement implanté sur le territoire niçois (Olivier Bettati³) et un leader des identitaires d'extrême droite (Philippe Vardon⁴), devenus tous deux des contempteurs de C. Estrosi et des piliers de l'opposition régionale d'extrême droite dirigée par Marion Maréchal-Le Pen. Ces nouveaux soutiens ont sans nul doute permis de relayer localement la mobilisation autour de la candidate frontiste, qui, de fait, s'est abstenue de meeting à Nice avant le premier tour⁵.

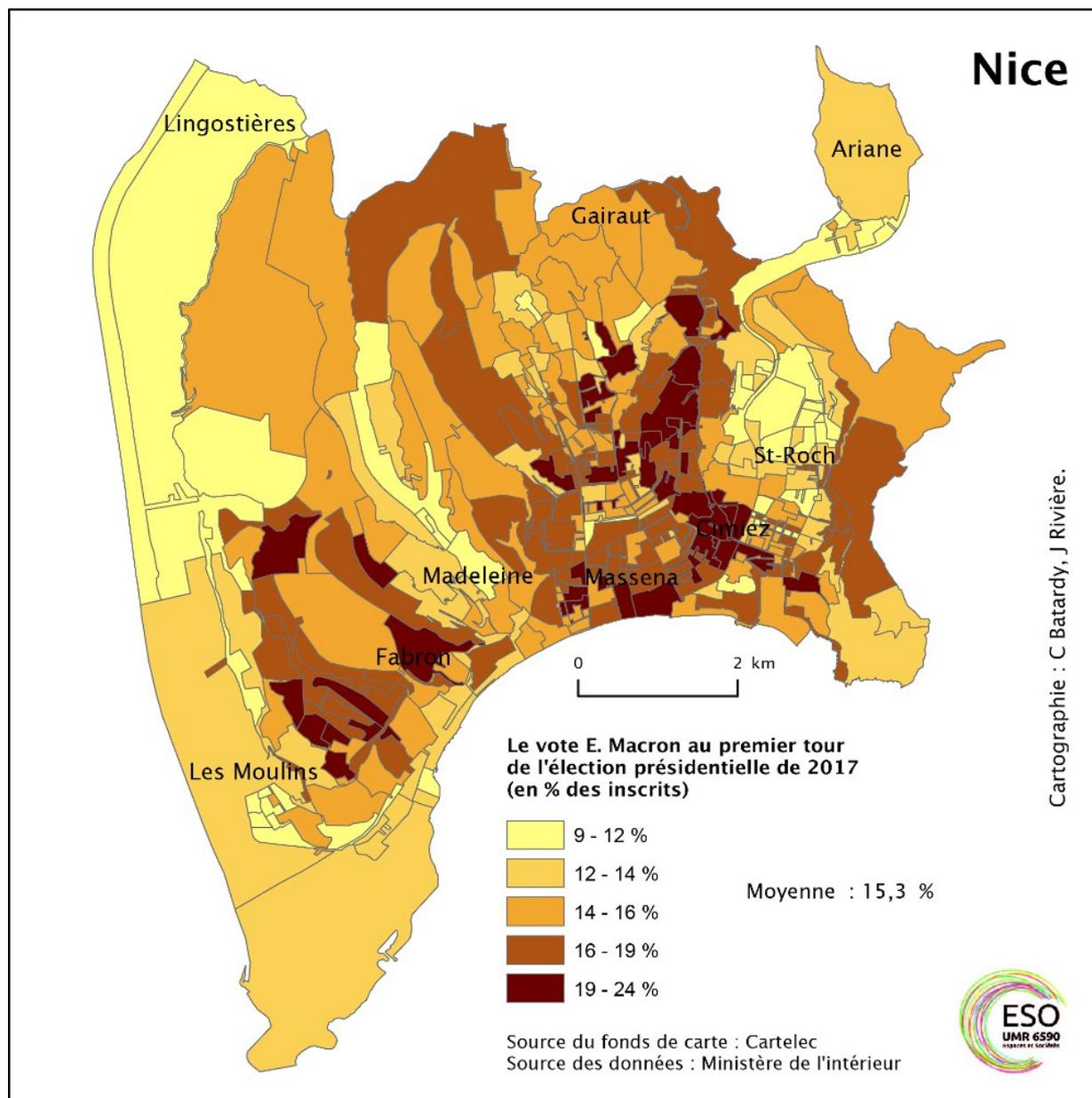
La concurrence est aussi venue des candidatures d'Emmanuel Macron et de J.-L. Mélenchon, qui ont respectivement obtenu à Nice 20,5 % des suffrages exprimés pour le premier et 17,3 % pour le second. E. Macron réalise de bons scores dans le centre-ville (dépassant, par exemple, les 25 % à Masséna, Meyerbeer, les Fleurs, Berlioz, Gioffredo) et sur les collines (Roland-Garros, les Arénas, Scuderi, Ginestière), mais convainc peu dans la plaine du Var et dans les quartiers populaires (carte 4). Après ceux de F. Fillon, les résultats d'E. Macron sont, d'ailleurs, les plus corrélés avec les voix obtenues par N. Sarkozy en 2012 (respectivement $r = 0,91$ et $0,61$) et par François Bayrou ($0,61$ et $0,63$). Cette relation suggère ainsi l'assise droitiste à Nice du candidat du mouvement En marche.

³ Issu d'une lignée familiale commerçante et représentant des milieux d'affaires locaux, cet ancien membre des Républicains a été élu conseiller départemental en 1994 avant de rejoindre la liste municipale de C. Estrosi à Nice en 2008. Depuis, il a conduit une liste autonome et hétéroclite aux municipales de 2014 face à la liste du maire sortant avant de rallier l'extrême droite.

⁴ Ancien responsable du mouvement identitaire Nissa Rebel, P. Vardon s'est principalement fait remarquer pour ses actions xénophobes et violentes lui ayant valu des convocations devant le tribunal.

⁵ Elle tient finalement entre les deux tours un meeting à Nice le 27 mai, avec pour principal enjeu d'attirer vers elle l'électorat de droite.

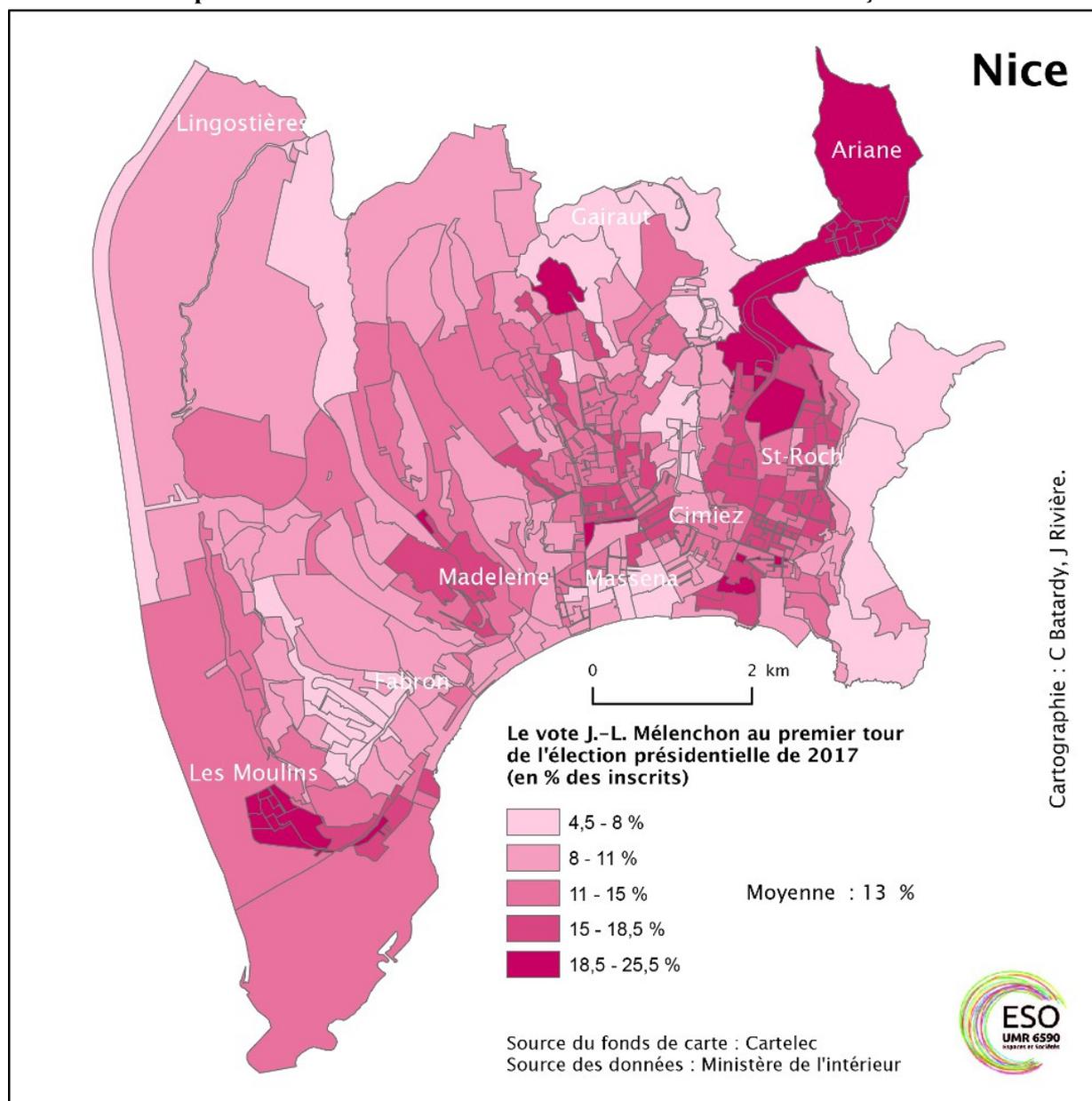
Carte 4. Le vote pour Emmanuel Macron à l'échelle des bureaux de vote niçois



Le vote Mélenchon s'enracine, quant à lui, dans les quartiers d'habitat social de l'Ariane à l'est (49,6 % dans le bureau Piaget, par exemple) et des Moulins à l'ouest (37,5 % dans l'un des bureaux). Il dessine une vallée rouge⁶, celle du Paillon (30,1 % et 21,3 % dans les cantons Nice-7 et Nice-8), bastion de l'électorat communiste (carte 5). Plus généralement, les résultats évoqués ici témoignent d'une nationalisation du scrutin niçois qui a reflété et contribué à l'ébranlement de la domination locale de la droite parlementaire.

⁶ Fort de leur participation active à la Résistance et de la légitimité ainsi acquise, les communistes ont longtemps été les seuls adversaires de la droite dans les Alpes-Maritimes. Les vallées du Var et du Paillon, où se localisent encore des activités industrielles, constituent les bastions de l'électorat communiste maralpin, notamment lors des élections locales.

Carte 5. Le vote pour Jean-Luc Mélenchon à l'échelle des bureaux de vote niçois

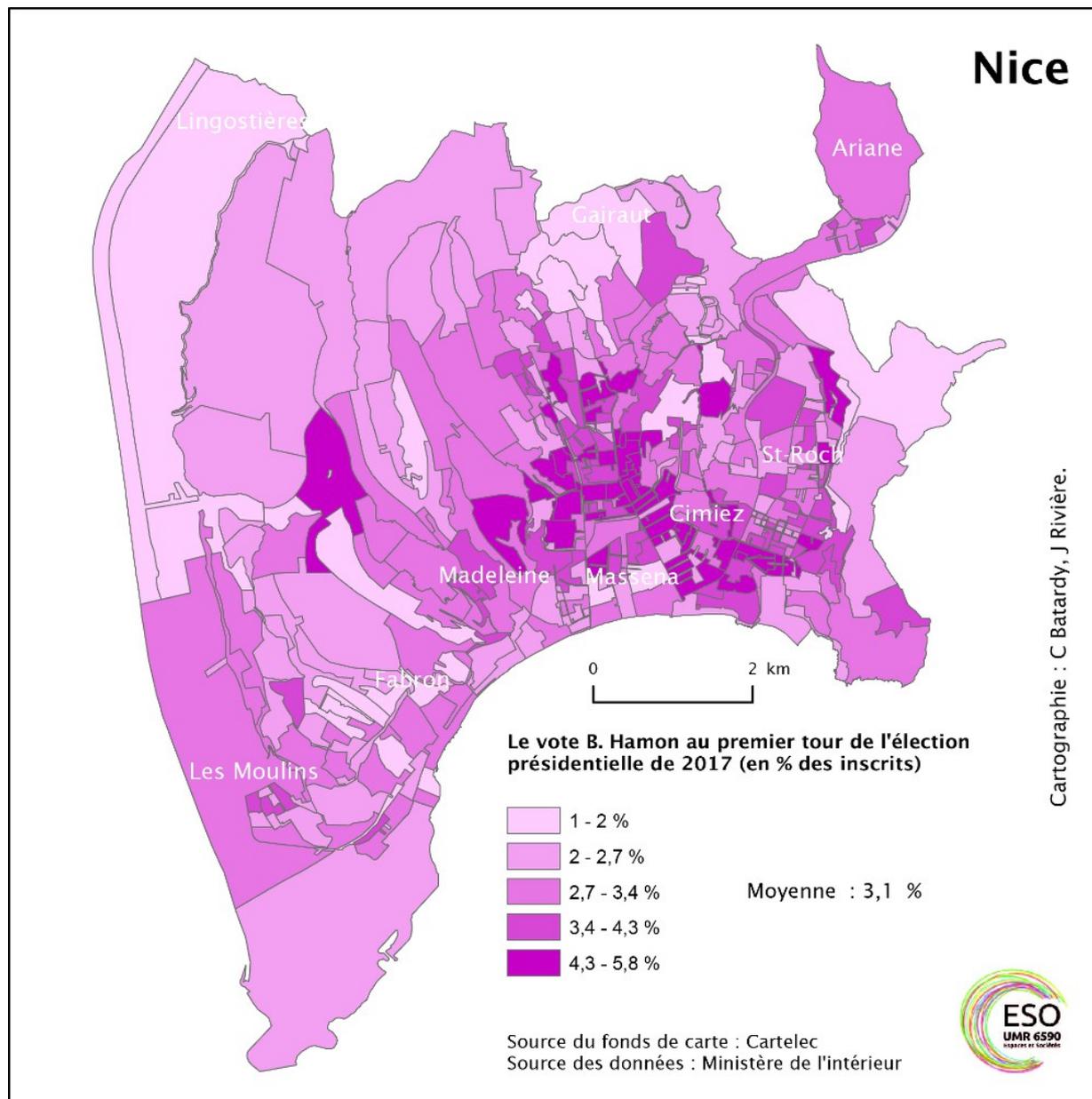


Une droite sous tension

Le *dextrisme* niçois – entendu comme une droitisation conservatrice – tient sans doute beaucoup à la structure sociale du territoire, liée à une économie de la rente : poids relatif des personnes âgées ($r = 0,44$ entre la présence des 65-79 ans et le vote F. Fillon, et 0,41 pour les plus de 80 ans), des détenteurs d'un patrimoine immobilier (0,52), des professions indépendantes (0,61 pour les agriculteurs, artisans-commerçants et chefs d'entreprises), etc. À Nice, le vote Fillon est, par ailleurs, fortement corrélé avec la présence des catégories et professions intellectuelles supérieures (0,80). *A contrario*, il l'est négativement avec celle des classes populaires (ouvriers, employés, chômeurs dont le vote est plutôt corrélé avec J.-L. Mélenchon). Dans une ville où les difficultés sociales (taux de chômage de 10,6 % en 2016, quatre zones urbaines sensibles, population en diminution) sont fortes par rapport à la moyenne des grandes villes françaises et les emplois du tertiaire supérieur plutôt faiblement développés (Chauvot et Pougnaud 2014), la composition resserrée du vote Fillon limitait son hégémonie. Cependant, la droitisation de Nice est favorisée par l'imbrication ancienne entre les forces militantes conservatrices et de nombreux réseaux associatifs (comités de quartiers, clubs de boules, associations de commerçants). Reste que les glissements de

terrain observés durant le scrutin présidentiel entre les électors des candidats ne manquent pas de résonner avec une succession d'épisodes récents symptomatiques d'une situation de tensions.

Carte 6. Le vote pour Benoît Hamon à l'échelle des bureaux de vote niçois



Des tensions sécuritaires traversent la capitale azurée. Depuis plusieurs années déjà, la sécurité s'est imposée à l'agenda local comme un enjeu central. Les notables locaux se disputent bien souvent la thématique, à l'image de C. Estrosi, resté le premier adjoint de la ville délégué, entre autres, à la sécurité ou d'É. Ciotti, ancien secrétaire national des Républicains en charge des questions de sécurité. L'un et l'autre en font régulièrement un marqueur lors des campagnes locales pour séduire un large électeurat. Ils rivalisent d'initiatives (vidéo-protection, contrôle des équipements scolaires, construction de commissariats) pour prétendre incarner une exemplarité en la matière. L'attentat du 14 juillet 2016, qui a fait 86 morts sur la promenade des Anglais, a contribué à attiser le climat et les positions sécuritaires. Comme au niveau national, mais sans doute de manière plus prégnante, la thématique s'élargit, englobant tant l'insécurité que la menace terroriste. Les controverses récentes autour du passage de réfugiés à la frontière italienne ont également stimulé des prises de position des édiles. Ces épisodes ont donné lieu à une surenchère d'imputations de responsabilité à laquelle le FN s'est largement mêlée. Lors de son déplacement de

campagne dans les Alpes-Maritimes le 13 février, M. Le Pen s'est ainsi recueillie sur le lieu de l'attentat avant de visiter le poste-frontière de Menton. Ce sont là deux fronts thématiques où droite gouvernementale et extrême droite revendiquent leur volontarisme, ouvrant la brèche à une porosité des discours et des électeurs.

La campagne présidentielle a également révélé des tensions, couvées lors des précédents scrutins, au sein de la droite locale. Précisément, ces dernières années ont vu se développer une rivalité entre ses deux principaux leaders, C. Estrosi et É. Ciotti, qui se sont partagé les positions de pouvoir local : au premier, la scène métropolitaine et régionale ; au second, celle départementale. Les régionales de 2015 ont avivé cette concurrence, dès lors qu'É. Ciotti, pressenti pour conduire la liste de son parti en Provence-Alpes-Côte d'Azur, s'était fait doubler par C. Estrosi, adoubé par N. Sarkozy. La campagne présidentielle n'a fait que renforcer cette rivalité. Lors des primaires, É. Ciotti avait immédiatement apporté son soutien à F. Fillon quand C. Estrosi, sarkozyste, s'est montré réservé pour le rallier après le premier tour. Lors de la campagne, sifflets en meetings et critiques sur les propositions programmatiques ont renforcé cette démarcation et contraint nombre d'élus locaux à prendre position. L'échec de F. Fillon, au soir du 23 avril, a rejailli sur les enjeux du second tour : à l'appel de C. Estrosi « à ce qu'aucune voix ne fasse défaut » à E. Macron face au FN, É. Ciotti a préféré « refuser les combinaisons partisans ». Luttés et recompositions politiques locales démontrent que la campagne de F. Fillon a clivé, y compris au sein de sa famille politique, et a pâti des divisions au sein d'une formation partisane tiraillée et en partie démobilisée.

L'élection présidentielle a révélé à Nice les ressorts fragiles de la candidature de F. Fillon, qui n'est pas parvenu à s'appuyer sur la forte assise locale de la droite. Doit-on y voir le signe d'une redistribution en cours des positions de pouvoir local dans la capitale azurée et d'une concurrence politique plus ouverte ? Rien n'est moins sûr : quand il s'agit de conquérir des mandats locaux, la droite peut se prévaloir à Nice d'une base électorale fidèle et d'une force militante capable de réduire l'incertitude de la compétition électorale. Les résultats présidentiels (et notamment le resserrement des scores entre les principaux candidats) pourraient toutefois déclencher dans les circonscriptions législatives maralpines des triangulaires, voire des quadrangulaires. Dans ces conditions, la compétition électorale pourrait s'avérer bien plus incertaine qu'un duel face à l'extrême droite.

Annexe 1. Quelques précisions méthodologiques

Comme l'ensemble des articles de ce dossier thématique « Élection présidentielle : le vote des grandes villes françaises au microscope », les analyses proposées par les auteurs sont appuyées sur des cartes réalisées par Christophe Batardy (ingénieur d'études CNRS – UMR ESO) à l'échelle des bureaux de vote⁷. Les fonds de carte des bureaux de l'ensemble des villes au sommaire du dossier ont été produits grâce au travail d'actualisation de la base de données CARTELEC (www.cartelec.net) mené par Céline Colange (ingénieure de recherche CNRS – UMR IDEES). En complément de ces cartes, les auteurs ont pu mobiliser une matrice des corrélations statistiques (annexe 2) entre les comportements électoraux au premier tour du scrutin présidentiel de 2017, les votes observés au premier tour de la présidentielle de 2012 (de manière à pouvoir resituer politiquement les résultats), et quelques variables socio-économiques diffusées par l'INSEE (de manière à pouvoir éclairer sociologiquement les résultats). Le problème d'inadéquation entre ces trois fonds de carte (découpage des bureaux en 2017, tracé des bureaux en 2012, périmètre des IRIS de l'INSEE en 2014) a été résolu par la ventilation de l'ensemble des

⁷ Ces cartes sont établies en pourcentages par rapport au nombre d'électeurs inscrits (et non par rapport aux suffrages exprimés), ce qui permet de prendre pleinement en compte l'abstention, les bulletins blancs et les suffrages nuls parmi les comportements électoraux analysés.

données dans la maille spatiale des bureaux millésimés 2017, en s'inspirant de travaux développés dans le cadre de l'ANR CARTELEC (Beauguitte et Colange 2013)⁸. La production des matériaux cartographiques et statistiques a été coordonnée par Jean Rivière.

Annexe 2. Matrice des corrélations

	Abstention	Blancs-nuls	Cheminaide	Arthaud	Poutou	Mélenchon	Hamon	Lassalle	Macron	Fillon	Dupont-A.	Asselineau	Le Pen
Abstention 2012	0,87	-0,12	0,04	0,27	0,11	0,58	0,10	-0,17	-0,34	-0,47	-0,56	0,28	-0,34
Blancs-nuls 2012	0,18	0,36	0,02	0,23	0,15	0,27	0,05	0,07	-0,27	-0,36	-0,10	0,14	0,25
Arthaud 2012	0,11	0,10	-0,08	0,23	0,12	0,26	0,13	0,00	-0,07	-0,23	-0,04	0,07	0,04
Bayrou 2012	-0,65	-0,21	-0,03	-0,35	-0,22	-0,61	0,02	0,16	0,63	0,61	0,42	-0,35	-0,16
Cheminaide 2012	-0,06	-0,19	0,00	-0,15	-0,13	-0,12	0,00	0,12	0,03	0,15	0,00	0,04	-0,08
Dupont-Aignan 2012	-0,42	0,00	-0,01	-0,22	0,01	-0,30	-0,01	0,29	0,27	0,24	0,35	-0,12	0,09
Hollande 2012	0,72	0,16	0,02	0,30	0,30	0,82	0,29	-0,04	-0,34	-0,70	-0,40	0,40	-0,13
Joly 2012	-0,29	-0,15	-0,07	-0,29	-0,07	-0,22	0,27	0,16	0,46	0,30	0,08	-0,19	-0,26
Le Pen 2012	-0,19	0,48	0,08	0,29	0,26	0,17	-0,11	0,14	-0,54	-0,45	0,26	0,16	0,89
Mélenchon 2012	0,43	0,33	0,02	0,30	0,41	0,77	0,38	0,17	-0,43	-0,74	-0,24	0,37	0,23
Poutou 2012	0,03	0,26	0,02	0,14	0,27	0,36	0,25	0,20	-0,21	-0,41	0,11	0,16	0,30
Sarkozy 2012	-0,65	-0,34	-0,07	-0,45	-0,42	-0,87	-0,26	-0,08	0,61	0,91	0,30	-0,46	-0,30
% 18-24 ans	0,47	-0,02	0,12	0,14	0,16	0,39	0,10	-0,04	-0,16	-0,31	-0,37	0,12	-0,17
% 25-39 ans	0,29	0,11	0,12	0,30	0,20	0,45	0,21	0,03	-0,15	-0,50	0,01	0,25	0,12
% 40-54 ans	-0,09	0,23	-0,07	0,06	0,10	0,09	-0,13	0,01	-0,23	-0,17	0,18	0,12	0,34
% 55-64 ans	-0,29	0,08	-0,10	-0,18	-0,11	-0,27	-0,29	-0,01	-0,03	0,28	0,12	-0,14	0,11
% 65-79 ans	-0,36	-0,15	-0,10	-0,24	-0,18	-0,45	-0,05	-0,02	0,20	0,44	0,16	-0,19	-0,05
% 80 ans ou plus	-0,18	-0,22	-0,03	-0,19	-0,23	-0,38	0,02	0,03	0,36	0,41	-0,01	-0,23	-0,29
% Sans diplôme	0,59	0,23	0,04	0,31	0,28	0,57	0,06	-0,15	-0,53	-0,59	-0,36	0,39	0,14
% CEP	0,37	0,17	0,06	0,29	0,26	0,47	0,13	0,11	-0,39	-0,53	-0,12	0,20	0,24
% BEPC	0,42	-0,04	-0,03	0,09	0,11	0,41	0,09	0,06	-0,17	-0,34	-0,18	0,11	-0,11
% CAP-BEP	0,30	0,34	0,02	0,35	0,33	0,52	0,05	0,18	-0,54	-0,65	-0,03	0,29	0,48
% Bac	-0,55	-0,19	0,00	-0,24	-0,25	-0,61	-0,08	-0,01	0,49	0,58	0,27	-0,29	-0,10
% Bac + 2	-0,70	-0,09	-0,03	-0,29	-0,25	-0,63	-0,10	0,02	0,42	0,55	0,50	-0,32	0,08
% Bac + 3 et plus	-0,55	-0,34	-0,05	-0,41	-0,39	-0,68	-0,10	-0,02	0,66	0,81	0,18	-0,41	-0,42
% Agric., arti-comm., chefs entr.	-0,53	-0,17	-0,10	-0,38	-0,22	-0,56	-0,24	-0,03	0,38	0,61	0,25	-0,31	-0,11
% CPS	-0,63	-0,27	-0,05	-0,44	-0,38	-0,72	-0,13	0,01	0,63	0,80	0,28	-0,41	-0,32
% Prof. Inter.	-0,76	0,00	-0,05	-0,29	-0,21	-0,58	-0,04	0,16	0,42	0,48	0,56	-0,30	0,18
% Employés	0,04	0,35	0,04	0,33	0,26	0,26	0,15	0,15	-0,32	-0,49	0,09	0,22	0,54
% Ouvriers	0,57	0,25	0,06	0,42	0,33	0,65	0,05	-0,08	-0,65	-0,74	-0,23	0,44	0,35
% Chômeurs	0,64	0,03	0,07	0,23	0,21	0,48	0,24	-0,11	-0,25	-0,43	-0,42	0,25	-0,21
% Étudiants, stagiaires non rémunérés	0,18	-0,17	0,05	-0,10	-0,02	0,01	-0,02	-0,03	0,14	0,10	-0,23	-0,10	-0,33
% Préretraités et retraités	-0,24	0,00	-0,07	-0,17	-0,09	-0,25	-0,16	0,05	0,00	0,25	0,11	-0,18	0,08
% Autres inactifs	0,59	0,00	0,00	0,24	0,13	0,53	0,00	-0,12	-0,37	-0,42	-0,37	0,27	-0,12
% Salariés stables (fonct., CDI)	-0,04	0,33	0,05	0,23	0,15	0,23	0,00	0,12	-0,37	-0,46	0,31	0,21	0,63
% Salariés précaires (CDD, intérim...)	0,54	0,05	0,07	0,28	0,22	0,42	0,24	-0,11	-0,18	-0,38	-0,41	0,23	-0,18
% Indépdts. employeurs, aides fam.	-0,38	-0,33	-0,10	-0,42	-0,30	-0,53	-0,18	-0,03	0,48	0,71	0,03	-0,37	-0,44
% la moins 2 ans	-0,03	-0,16	0,02	-0,07	-0,07	-0,10	0,22	0,03	0,31	0,13	-0,06	-0,05	-0,24
% la 2-4 ans	0,04	-0,13	0,09	0,08	-0,07	0,01	0,23	-0,06	0,21	0,03	-0,04	-0,01	-0,21
% la 5-9 ans	0,30	0,05	-0,04	0,01	0,01	0,21	-0,06	-0,17	-0,25	-0,20	-0,13	0,11	0,00
% la + 10 ans	-0,14	0,16	-0,05	-0,02	0,08	-0,04	-0,25	0,10	-0,20	0,00	0,12	-0,01	0,27
% Propriétaires	-0,73	-0,06	0,00	-0,31	-0,20	-0,61	-0,23	0,12	0,30	0,52	0,53	-0,28	0,22
% Locataires du parc privé	0,04	-0,16	0,01	-0,01	-0,03	-0,03	0,33	0,02	0,29	0,10	-0,14	-0,05	-0,31
% Locataires du parc HLM	0,60	0,18	0,01	0,29	0,21	0,57	-0,06	-0,12	-0,50	-0,54	-0,33	0,28	0,06
% Logés gratuitement	-0,31	-0,13	-0,11	-0,23	-0,20	-0,42	-0,18	0,01	0,19	0,37	0,13	-0,09	0,01

Les corrélations supérieures à valeur absolue de 0,17 sont statistiquement significatives avec 1% de marge d'erreur.

Bibliographie

- Barelli, H. 1991. « Les Niçois sont-ils de droite ? Essai de définition d'une identité politique », *Cahiers de la Méditerranée*, n° 43, p. 69-86.
- Basso, J. 2006. « Une vie politique complexe », in A. Ruggiero (dir.), *Nouvelle histoire de Nice*, Toulouse : Privat, p. 275-309.
- Chauvot, N. et Pognard, J. 2014. « Métropole Nice-Côte d'Azur. Une croissance démographique à retrouver », *INSEE Analyses*, n° 7, 4 p.

Marie-Ange Grégory est docteure en science politique (Sciences Po Aix – CHERPA (Croyance, histoire, espace, régulation politique et administrative)). Ses travaux portent en particulier sur les institutions locales et les réformes territoriales, dans une perspective historique et sociologique, ainsi que sur les campagnes électorales dans une perspective ethnographique. Elle a récemment publié *Départements, une controverse française* (Boulogne-Billancourt, Berger-Levrault, 2017).

⁸ Cette ventilation entre couches d'information spatiale a été réalisée sous le logiciel R par Aliette Roux (doctorante en géographie, université de Nantes – UMR ESO) grâce au script « Reapportion data from one geography to another in R » développé par Joël Gombin (doctorant en science politique, université de Picardie – UMR CURAPP-ESS).

Stéphane Cadiou est maître de conférences en science politique à l'université de Saint-Étienne et chercheur au laboratoire Triangle (UMR CNRS 5602). Ses recherches portent sur le gouvernement urbain, la représentation locale des intérêts et la mobilisation des commerçants dans les villes. Il a récemment dirigé l'ouvrage *Gouverner sous pression ? La participation des groupes d'intérêt aux affaires territoriales* (Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence (LGDJ), 2016).

Pour citer cet article :

Stéphane Cadiou et Marie-Ange Grégory, « Nice : la fidélité à droite avant tout ? », *Métropolitiques*, 5 mai 2017. URL : <http://www.metropolitiques.eu/Nice-la-fidelite-a-droite-avant.html>.